

Profits et pertes, liens privilégiés et gestion des flux de profits au XVIIIe siècle

Pierre Gervais, U. Paris 8 / IDHE UMR 8533

Les comptabilités marchandes ont été généralement utilisées à titre d'illustration, au pire pittoresques, au mieux exemplaires de certaines pratiques et de certains types d'échanges à des moments donnés, entre places voisines. De manière plus rare, elles ont fourni une base à des descriptions des flux généraux d'échanges entre places, puisqu'un flux différentiel pouvait être calculé et confirmé par ce que l'on connaissait par ailleurs de la logique des échanges internationaux et de leur résultat.¹ Mais leur raison d'être est plus souvent postulée

¹ Les études sur les pratiques marchandes sont nombreuses, mais elles comportent très rarement un volet quantitatif précis sur l'activité de l'acteur marchand lui-même, à un niveau micro-économique qui est celui des livres de compte. Cf. Paul Butel, *La croissance commerciale bordelaise dans la seconde moitié du XVIIIe siècle* (Lille, 1973), Claude Carrière, *Négociants marseillais au XVIIIe siècle : contribution à l'étude des économies maritimes* (Marseille, 1973); André Lespagnol, *Messieurs de Saint-Malo. Une élite négociante au temps de Louis XIV* (Rennes, 1997); Silvia Marzagalli, *Les boulevards de la fraude: le négoce maritime et le blocus continental, 1806-1813* (Paris, 1999) ainsi que "Establishing Transatlantic Networks in Time of War: Bordeaux and the United States, 1793-1815", *Business History Review*, vol. 79 (2005), pp. 812-844; et Francesca Trivellato, "Juifs de Livourne, Italiens de Lisbonne, Hindous de Goa. Réseaux marchands et échanges interculturels à l'époque moderne", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58 n° 3 (2003), pp. 581-603. Pour les colonies britanniques, cf. Thomas Doerflinger, *A Vigorous Spirit of Enterprise: Merchants and Economic Development in Revolutionary Philadelphia* (Chapel Hill, 1986); Cathy Matson, *Merchants and Empire. Trading in Colonial New York* (Baltimore, 1998); David Hancock, *Oceans of Wine* (Cambridge, 2008). Bizarrement, la même remarque vaut pour les par ailleurs excellentes analyses du crédit comme objet culturel par Margot Finn, *The Character of Credit: Personal Debt in English Culture, 1740-1914* (Cambridge 2003), et Craig Muldrew, *The Economy of Obligation* (Palgrave, 1998); Finn s'en tient à des approches qualitatives, tandis que Muldrew analyse des comptes domestiques, mais pas des comptes marchands. Seuls quelques auteurs ont abordé de front la question de l'usage des comptabilités marchandes; cf. l'Annexe de David Hancock, *Citizens of the World. London merchants and the integration of the British Atlantic community, 1735-1785* (Cambridge,

qu'explorée. A quoi pouvaient bien servir, en effet, les gigantesques folios accumulés par marchands et négociants des siècles passés, si ce n'est à établir leur situation? Une hypothèse possible est que la nécessité légale de présenter des livres de compte comme preuve à l'appui en cas de litige pouvait constituer un puissant motif incitant chacun à tenir lesdits livres. A la grande Ordonnance de 1673 en France correspond de manière plus lâche, mais tout aussi incitative, la jurisprudence de la *Law Merchant* anglaise, qui donne depuis le bas Moyen-Age statut de preuve au journal en cas de contestation juridique.² Mais ce raisonnement se heurte à la complexité de ces comptes, qui sont assez souvent loin de se réduire à un simple brouillard, à une liste de transactions enregistrées, d'autant qu'ils mettent en jeu une science de la comptabilité en partie double dont l'utilisation ne peut s'expliquer par des seuls soucis

1995), et Guillaume Daudin, qui discute en détail cette question dans *Commerce et prospérité : La France au XVIIIe siècle* (Paris, 2005), 274-333. Il faut cependant citer *a contrario* Pierre Jeannin et Jacques Bottin, mais leurs travaux portent surtout sur le XVIe siècle. Cf. Pierre Jeannin, *Marchand du Nord: espaces et trafics à l'époque moderne* (Paris, 1996), en particulier son chapitre sur les "Entreprises commerciales lubeckaises au milieu du XVIe siècle", p. 82, et également *Marchands d'Europe. Pratiques et savoir à l'époque moderne* (Paris, 2002); et Jacques Bottin, "Entreprise et place de commerce dans quelques manuels de comptabilité français des XVIe et XVIIe siècles", dans Jochen Hoock, Pierre Jeannin et Wolfgang Kaiser dir, *Ars Mercatoria*, vol. 3 : *Analysen*, (Paderborn, 2001); "La redistribution des produits américains par les réseaux marchands rouennais (1550-1620)", dans Jean-Pierre Sanchez dir., *Dans le sillage de Colomb. L'Europe du Ponant et la découverte du Nouveau Monde (1450-1650)*, (Rennes, 1995); et "Négoce et crises frumentaires : les marchands rouennais dans le commerce international des « blés », milieu XVIe-début XVIIe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1998).

² J'ai utilisé l'édition de Jacques-Antoine Sallé, *L'Esprit des ordonnances de Louis XIV*, vol. 2, Paris: Chez Samson, 1758. L'*Ordonnance du commerce de 1673* est reproduite pp. 335 *seq.* Le rôle de preuve des livres de comptes dans la *Law Merchant* est plus évanescent; souvent cité, il n'a laissé que très peu de traces dans les compilations de *Common Law*, cf. William Wills, *Theory and Practice of the Law of Evidence*, London, Stevens & Sons, 1894, p. 194.

d'enregistrement.³ Même pour les comptes marchandises, d'ailleurs, ce sont les flux de valeurs plutôt que les quantités qui sont enregistrés en priorité, ce qui interdit également de faire de ces comptes un outil d'inventaire.⁴ La présente communication essaye donc de répondre à une question en apparence simple: dans quel but exactement un marchand emploie-t-il la partie double au XVIIIe siècle?

*
* *

Au XVIIIe siècle, la comptabilité est avant tout un outil de suivi du crédit, et non un instrument d'analyse des mécanismes du profit. Ce qui définit une dépense, ou un gain tout aussi bien d'ailleurs, ce n'est pas l'activité qui la génère, mais plutôt sa position dans les flux de crédit qui entourent les affaires du négociant. La catégorisation essentielle oppose les dépenses et recettes situées en-dehors de ces flux de crédit, car provenant directement du patrimoine du négociant ou y retournant sans mettre en jeu une transaction avec un tiers (ces flux sont gérés par le compte "profits et pertes"), et celle qui au contraire les constituent, dans la mesure où elles représentent des transferts de valeurs entre les différents participants à ces flux. Sans exclure totalement la possibilité de calculs de profits sur des activités particulières, les manuels de comptabilité s'accordent à ne laisser à ce type d'analyse comptable qu'une place accessoire. L'essentiel reste la maîtrise des transferts de valeur entre créditeurs et débiteurs, le suivi des stocks engendrés dans le cadre de ces transferts, et l'ordonnancement comptable par le biais de comptes que l'on appelle des « comptes fictifs », ou des « comptes du chef », mais qui ont en commun de jouer un rôle de charge et décharge du capital, et non de suivi des activités ou des mécanismes du profit.

³ Cf. Pierre Jeannin, "Distinction des compétences et niveaux de qualification : les savoirs négociants dans l'Europe moderne", in *Marchands d'Europe : Pratiques et savoirs à l'époque moderne*, Paris, ED; rue d'Ulm, 2002, 331-335, et "Les manuels de comptabilité", *Ibid*, 341-351, pour une discussion rapide de la diffusion des comptabilités en partie double en Europe, diffusion devenue assez générale en Europe au XVIIIe siècle.

⁴ Basil Yamey, "The «particular gain or loss upon each article we deal in»: an aspect of mercantile accounting, 1300-1800," *Accounting, Business & Financial History*, vol. 10 (2000), pp. 1-12.

Ainsi François Barrême distingue compte "particuliers" (personnels) et "généraux" (caisse, effets, marchandises), puis crée parmi ces derniers deux comptes qui, combinés, correspondent au compte Gains et Pertes d'autres auteurs, le compte "Capital" et le compte "Profits & pertes". Le premier compte regroupe toutes les recettes et dépenses ne mettant en jeu aucun compte tiers: ainsi ses comptes Caisse, Billets et Remises "doivent à Capital 32000. livres que j'ai touchées de la succession d'un de mes Oncles" puisque, explique Barrême, "tous ces effets entrent à mon profit [et] je ne serai jamais obligé d'en compter à [d'en créditer] aucun de mes correspondants". Barrême étend ensuite ce raisonnement à toutes les recettes et dépenses; le deuxième compte, "Profits & pertes", regroupe en effet toutes les recettes et les dépenses générées par des comptes particuliers, sans que ces derniers soient nécessairement mis en jeu. Par exemple, l'écriture "Caisse doit à profits & pertes 800. liv. que j'ai reçues pour 6. mois d'intérêts de 40000. l. de Billets de l'Etat", enregistre en caisse des intérêts perçus sur des effets (ici d'Etat) sans que ces intérêts laissent de trace dans le compte "Billets de l'Etat", dont ils tirent pourtant leur origine. Barrême explique que cela permet de ne pas introduire de différence entre la valeur réelle des billets détenus (40000 livres) et le solde du compte (qui monterait à 40800 livres si le gain y était comptabilisé). Les comptes "Capital" et "Profits & pertes" se partagent donc la tâche d'enregistrer ce que l'on appellerait aujourd'hui les résultats de tous les autres comptes, et sont de nature identique par ailleurs.⁵

Il y a une évidente continuité de vocabulaire avec la comptabilité d'aujourd'hui: les comptables anglophones distinguent toujours comptes personnels, réels et nominaux, de même que le Plan comptable français oppose comptes de bilan et comptes de résultat, et il est possible de projeter ces catégories sur les architectures comptables du passé, telles que nous venons de les décrire. Ce serait pourtant une erreur, parce que la construction intellectuelle sous-tendant les ouvrages des auteurs des XVII^e et XVIII^e siècle est profondément différente de celle qui est la nôtre. Les auteurs de l'époque réfléchissent en termes de crédits successifs; c'est le réseau des obligations créées par les dévolutions de valeur qu'il faut arriver à saisir précisément. Dans un chapitre intitulé "Réflexions sur divers comptes établis sur le Grand

⁵ "Au lieu de créditer Capital des effets dont j'ai hérité de la succession de mon Oncle, j'aurois pû créditer le compte des profits & pertes", signale d'ailleurs notre auteur au passage. Pour être complet, Barrême ouvre également un compte "Dépenses domestiques", qu'il solde dans le compte Profits & pertes au moment du bilan. Cf. François Barrême, *Traité des Parties Doubles ou Methode aisée pour apprendre tenir en Parties Doubles les Livres du Commerce & des Finances*, Paris, Chez Jean-Geofroy Nyon Libraire, 1721, p. 26-27, 59, 83.

Livre", Barrême explique que

"CAPITAL est le compte chef auquel tous les autres comptes sont subordonnés, auquel tous les autres comptes sont obligés de compter de leur *recette* & de leur *dépense*. CAISSE est un Caissier auquel CAPITAL a confié le maniement de ses deniers. Le compte des Billets de l'Etat est un Commis auquel CAPITAL confie les Billets de l'Etat. Le compte des Eaux-de-vie est un Commis auquel CAPITAL confie ses Eaux-de-vie..."⁶

Notons la formule: *leur* recette, *leur* dépense. Cette nuée de sous-traitants n'est à aucun moment envisagée comme un ensemble d'activité interconnectées, d'où l'impossibilité de gérer des recettes et des dépenses qui ne relèvent pas d'un compte en particulier; frais généraux ou oncles à héritage sont autant d'éléments parasites, à extraire du système et ramener du côté du propriétaire.

Plus encore, chaque compte individuel est bien abordé du seul point de vue de son crédit (ce qu'il a reçu, ce qu'il a donné, ce qu'il doit, ce qui lui est dû); si l'on peut à la rigueur parler d'activité et de résultat dans le cas de certains comptes (surtout les comptes "réels" comme "Eaux-de-vie"), il est clair que les charges (les coûts) ne sont jamais systématiquement analysées, au point que nos auteurs ont plutôt tendance à les passer directement par profits et pertes, ce qui interdit leur ventilation par activité même sur les comptes réels individualisés par ailleurs, comme eaux-de-vie. C'est ce qu'illustre l'exemple des obligations d'Etat donné par Barrême; le but n'est pas de savoir combien ces effets particuliers rapportent, mais de quelle manière la valeur investie dans ce compte-là, par opposition aux autres, a varié dans le temps. La distribution des rôles dans la gestion de l'activité marchande de l'époque Moderne ne fait donc pas de la comptabilité un outil analytique des stratégies et des coûts.

Barrême n'est qu'un exemple: on retrouvera le même raisonnement chez nombre d'auteurs de la période, de De la Porte à John Mair en passant par Savary.⁷ Mais théorie et pratique se recouvrent-elles? Confrontons l'une à l'autre, et évoquons la structure de livres de compte du dix-huitième siècle. L'un des fonds marchands français les mieux conservés est celui de la maison David Gradis et fils, de Bordeaux, bien connu des spécialistes puisque ce

⁶ *Ibid.*, p. 238; la capitalisation et les italiques sont de Barrême.

⁷ J'ai analysé en détail ces derniers auteurs dans "Pourquoi compter, compter quoi? Partie double, structure des comptes et mesure du profit dans des manuels et un fonds marchands du XVIIIe siècle", XVIe Journées d'Histoire de la Comptabilité et du Management, Nantes 2011.

très riche fonds a été abondamment utilisé, y compris par Paul Butel.⁸ Celui-ci avait estimé que les 220 armements de navire réalisés de 1718 à 1789 par la firme de David Gradis et fils, sous la direction dudit David puis de son fils Abraham, représentaient le double de la moyenne des armements des autres firmes les plus actives à Bordeaux, ce qui faisait de Gradis le plus gros armateur bordelais. La quasi-totalité de ces armements était en direction du Canada et des Îles: Richard Menkis a calculé que dans les 27 premières années de la firme, de 1717 à 1744, 77 des 80 armements réalisés concernaient les Îles -et les trois derniers étaient des négriers. La tendance se renforça après la mort de David, puisque son successeur Abraham, aidé du neveu de celui-ci, Moïse, obtint une série de contrats royaux en direction de Cayenne, du Canada puis de Saint-Domingue, tandis que les deux hommes montaient également des partenariats avec des officiels à la Martinique, à Cayenne et à Gorée. Certains de ces contrats sont d'ailleurs passés à la postérité sous le nom d'"Affaire du Canada", lorsque l'intendant François Bigot, avec lequel la maison Gradis était en partenariat, se vit mis en accusation par la justice royale pour des actes supposés de prévarication commis dans les années 1750.

Nous disposons du journal, c'est-à-dire des enregistrements comptables quotidiens des transactions, et de la correspondance active pour certaines années, en particulier 1754-55, dépouillée ici.⁹ Première constatation: les comptes personnels sont extrêmement nombreux pas moins de 212 comptes actifs, sans compter 5 comptes de sociétés. L'on sait malheureusement peu de choses sur ces derniers: un nombre inconnu de prêts à la grosse aventure sont accordés à Cadix, les navires l'Angélique, l'Entreprenant et la Renommée sont

⁸ Cf. l'excellent Mémoire de maîtrise de Marguerite Martin, "Correspondance et réseaux marchands: la maison Gradis au dix-huitième siècle", dir. M. Margairaz, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008; également, pour une approche érudite des origines de la famille, Richard Menkis, "The Gradis family of eighteenth-century Bordeaux: a social and economic study", Ph. D., Brandeis University, 1988, recherche malheureusement assez limitée dans l'exploitation des comptes de la maison. Une partie des développements qui suivent a été communiquée au colloque de Nantes "L'impact du monde Atlantique sur les «Anciens Mondes» africains et européens", Juin 2010.

⁹ Archives Nationales (CARAN) Paris, Fonds Gradis, 181AQ 6* et 7*

possédés collectivement par des groupes d'investisseurs anonymes¹⁰, et l'on trouve également une "société" dont nous savons par ailleurs qu'il s'agissait probablement du partenariat entre Gradis et les Mendes à la Martinique. Notons également que la comptabilité ne contient pas que des comptes personnels, elle sert aussi de répertoire pour toute une série d'acteurs cités incidemment à l'occasion de telle ou telle transaction. Plus de 500 noms supplémentaires apparaissent en effet à un titre ou à un autre (tireurs, tirés, bénéficiaires et endosseurs surtout, mais aussi commissionnaires, capitaines de navire, possesseurs d'entrepôts, etc.).

Tableau 1: Répartition des comptes existant dans la comptabilité Gradis, 1754-1755

1.A) Relation de crédit individuelle	2) Aventures	3) Autres actifs
<p>1.A.a) Comptes personnels 217 comptes</p> <p>1.A.b) Actifs en partenariat ou en commission</p> <p>Marchandises de Compagnie Marchandises pour la Société Vins au pouvoir de Dignes Latouche Vins au pouvoir de Jonathan Morgan Vins au pouvoir de Marsan Larreguy Vins de Compte a 1/2 avec Baillet</p> <p>1.A.c) Autres</p> <p>Fret a Payer pour le Compte de Sa Majesté</p> <p>1.B) Catégories générales de relations de crédit</p> <p>1.B.a) Opérations en commission</p> <p>Indigos p Cte de Divers Sucres & Caffés p Cte de Divers</p> <p>1.B.b) Types particuliers de contrat de crédit</p> <p>Contracts de Cession Contracts d'obligation Grosses aventures Grosses aventures données a Cadis Cte Vx</p> <p>1.B.c) Contrats de crédit en général</p> <p>Lettres & Billets à payer Lettres à négocier</p> <p>Lettres et Billets à recevoir Lettres retournées a Protest Parties en suspend</p>	<p>2.a) Aventures en partenariat Cargaison dans le N.re Le David</p> <hr/> <p>2.b) Non précisé</p> <p>Armement & mise dehors [du navire la Renommée] Armement du Navire Le Benjamin Armement du navire Le David Cargaison dans le Navire Le Benjamin Cargaison N° 3 du navire La Reine Ester Marchandises pour la Cargaison N° 7 Navire Le David Navire L'Union Navire Le Président Le Berthon Navire Le Sagitaire Navire Le Superbe</p> <hr/> <p>2.c) En propre</p> <p>Cargaison Pour n/C dans Le Navire La Renommée Cargaison Pour n/C dans Le Navire Le David Marchandises envoyées à Quebec pour Notre Compte</p>	<p>3.a) Marchandises</p> <p>Bois Campeche de n/C Eaux de Vie Farines Indigo de n/C Marchandises générales Sucres Sucres Bruts de n/C Sucres de n/C Vins achetés Vins de tallance Voille</p> <p>3.b) Autres</p> <p>Bien de Talance Caisse</p>
		<p>Gains et pertes (Primes d'assurance) (Frets a Recevoir de Divers)</p>

Source: Fonds Gradis 181AQ 6* et 7*

¹⁰ Un des participants au syndicat d'investisseurs derrière l'Angélique n'est autre que l'intendant du Canada François Bigot, ce sera l'un des motifs de l'"Affaire du Canada" quatre ans plus tard.

Les correspondances ne contiennent pas plus d'acteurs, et peut-être moins; Marguerite Martin a recensé 400 acteurs dans la correspondance de l'année 1759, mais une bonne cinquantaine sont des grands personnages cités en lien avec tel ou tel événement, mais évidemment inconnus de Gradis -alors qu'à l'inverse chacun des 212 possesseurs de comptes est une connaissance réelle, le plus souvent assez proche, puisque l'on voit mal un marchand ouvrir un compte à un inconnu. Encore le chiffre de 200 est-il sous-estimé, puisque pas moins de 35 comptes concernent des partenariats, familiaux ("Raully Freres", "Moisant Pere et Fils") ou non ("Lienan & Cie", "Salles & Cie", "Rice & Archdeacon"). Le total des individus concernés est donc plutôt de 250 que de 200...

A côté de cette armée d'acteurs, les autres comptes paraissent relativement peu nombreux, et surtout la plus grande partie d'entre eux sont en réalité également structurés autour d'un rapport de crédit avec un ou des acteurs commerciaux. On peut distinguer trois grandes familles de comptes, dont la plus importante est constituée par les comptes clairement reliés à une relation de crédit: comptes de commissionnaires extérieurs ("vins au pouvoir de Jonathan Morgan", dépositaire irlandais des vins envoyés par Gradis), comptes de produits pour lesquels la maison Gradis elle-même est commissionnaire, et enfin compte financiers regroupant des contrats de type particulier, prêts à la grosse aventure ou contrats. Il faut joindre à cette catégorie les comptes gérant les effets de commerce, comme "Lettres et Billets à recevoir" ou "Lettres et Billets à payer"; ces comptes seraient considérés aujourd'hui comme des actifs au même titre que les marchandises, mais le rôle particulier du crédit à l'époque doit nous inciter à les rapprocher des autres comptes de prêts. Plus généralement, qu'ils regroupent ou non plusieurs acteurs, tous ces comptes sont bien créés et structurés par une relation de crédit particulière. Ce type de compte est donc bien de loin majoritaire, d'autant qu'une série de comptes d'aventures, cargaison ou affrètement de navires, même à supposer qu'ils ne soient pas en réalité des comptes de partenariat, relèvent de cette catégorie particulière découverte avec Mair des actifs sortis du contrôle physique du propriétaire mais non encore chargés à un tiers, qui pourrait être analysée comme un figure du crédit; c'est le cas aussi des comptes de marchandises clairement possédées par Gradis en propre, mais également comptées à part suite à une expédition sur un navire. Mais même en séparant les comptes d'aventure des comptes strictement liés aux structures de crédit, il n'en reste pas moins que ces derniers sont nettement majoritaires.

La deuxième grande famille de comptes est moins exotique du point de vue de la comptabilité d'aujourd'hui: il s'agit de différentes marchandises, d'autres actifs et de la caisse, censée contenir le numéraire. Dans le détail, certaines remarques s'imposent tout de même.

D'abord, la nature de la marchandise n'est qu'un des éléments de répartition, puisqu'interviennent également le contrôle physique (des sucres chargés sur le navire Le Benjamin seront comptabilisés à part), et le rapport de propriété (si des sucres sont possédés par la Société, ils apparaîtront dans le compte "Marchandises pour la Société", et non dans le compte "Sucres"). Ce dernier point est important, puisqu'il confirme que l'existence d'un partenariat, relation de crédit très fréquente à l'époque, prime sur l'identification comptable d'une marchandise. Pour le dire autrement, Gradis ne songe pas à créer une série de comptes "Sucres" ("Sucres notre compte", "Sucres pour la Société", "Sucres de compte à 1/2 avec X", etc.) qui permettrait d'avoir une vue comptable des charges et produits d'une filière du sucre. Ce n'est pas par ignorance, puisque de tels comptes apparaissent lorsqu'il s'agit du vin — mais Gradis est lui-même producteur sur son "Bien de Talence", ce qui explique certainement la meilleure identification du produit vin dans la structure de sa comptabilité, et encore, avec des limites, puisque certains vins retrouvent pas dans des comptes de cargaison ou de sociétés. En tout état de cause, pour la quasi-totalité des marchandises possédées par Gradis, il est impossible de faire un calcul du "gain ou de la perte sur la vente" comme Mair et d'autres bons auteurs le préconisent. Le calcul de profit et perte se fait non pas sur une marchandise en général, mais sur un sous-ensembles de marchandises, sous-ensemble non homogène et généré le plus souvent par un rapport de crédit particulier plutôt que par un lieu de production. En réalité, puisque chaque marchandise "pour notre compte" suppose des marchandises de même type en commission ou en partenariat, il n'y a guère que la farine, les eaux-de-vie et le vin qui pourraient donner lieu à des calculs de rentabilité fondés sur les coûts de production ou d'achat à tel ou tel fournisseur. Et un coup d'oeil rapide au contenu des cargaisons de navire montre que cette possibilité reste théorique, avec des achats massifs de farine, par exemple, directement enregistrés sur les comptes des vendeurs et ceux de la cargaison, sans qu'ils transitent par le compte de farine, ce qui serait une obligation si Gradis voulait retracer leur parcours. Le vin est la seule marchandise qui semble parfaitement suivie, mais même dans ce cas Gradis, ne veille pas à débiter le compte correspondant des frais d'expédition, par exemple, ce qui rend impossible un calcul de bénéfice sur le vin ainsi vendu.¹¹

¹¹ AN 181 AQ 6*, 2 mars 1755, " Marchandises Genréales Dt a Arnaud Gouges & Comp.e £ 2496.17 p 100 Barrils farine qu'ils nous ont envoyé p[esan]t net 17975# a £ 12.10, & 50s par Barril". Pour le vin, cf. AN 181 AQ 6*, 29 avril 1755: "Marchandises envoyées à Quebec p n/C dans divers navires Dt, a Divers £ 11780.7.7 p les Suivantes Chargées dans le N.e Le st Nicolas Cap Vincent Suivant Le Livre de factures a f° 135 à Marchandi. Generales

Reste la dernière catégorie de compte, et un bref coup d'oeil au Tableau ci-dessus suffira pour constater qu'il y a adéquation parfaite entre la pratique de Gradis et la théorie des auteurs de son temps. Certes, un compte de "Fret à recevoir de divers" et un compte de "Primes d'assurance" s'ajoutent au compte général "Gains et pertes". Mais aucun de ces deux comptes n'est à proprement parler un compte enregistrant des coûts, et tous deux pourraient sans doute être reversés dans la catégorie des comptes gérant des relations de crédit. Le compte de fret est en effet un compte très peu actif, qui reçoit en tout et pour tout deux transactions entre octobre 1754 et septembre 1755, "Alexandre Dt. a Frets a Recevoir de Divers £ 1149.5.3 p le Fret de 20 B[arri]ques Sucre venu par le Superbe", et " Leris Dt. à Frets a Recevoir de divers £ 142.6.6 p le fret de deux Balles de Cotton et une Barrique Sucre Brut qu'il a reçu l'année 1754 par Le navire Le David Cap autrousseau Comme au L.e de Copies de Comptes a f° 374". En d'autres termes, ce compte enregistre des impayés, et devrait être rapproché du compte "Parties en suspend". Quant au compte "Primes d'assurance", il concerne un type particulier de contrat, qui ne peut être catégorisé comme coût qu'à l'échéance de l'expédition assurée. Si le navire ou la marchandise assurés arrivent à bon port, l'assurance devient un coût. De fait, à ce stade, Gradis transfère ce coût au compte correspondant ("Navire X", "Marchandise Y", "Z son compte"), comme tous les coûts clairement connectés à une marchandise, une aventure ou une relation particulière, nous y reviendrons. En cas de perte de la marchandise ou du navire, au contraire, la prime devient un actif dû par l'assureur, correspondant au montant assuré. Classer à part les primes d'assurance est donc un choix logique, même s'il n'est pas le seul possible, qui reflète la nature particulière de la transaction en jeu, et, là encore, ne doit pas être interprétée comme une tentative d'analyse des coûts et des recettes.

Reste le compte "Gains et pertes", qui, comme chez Mair, Barrême, et bien d'autres, reçoit bien les produits des commissions, de l'escompte, et des intérêts comptés ou dûs, les soldes aussi bien de comptes personnels que de comptes de marchandises, et toutes sortes d'opérations inclassables, frais généraux comme dépenses personnelles: évoquons par exemple ce peu explicite "Gains & Pertes Dt, a Jacob Mendes £ 237.5 pour 4 tables qu'il a fait venir de Hollande", dépense dont on ne sait si elle est domestique, cadeau pour le compte d'un

p Cordage & Beure £ 4783.7.7 à Vins achetés p 15 th.x a 40# 1800 à la Ve La Roche de Girac pr du Papier 4040 à la Ve Brun p fraix au d.t Papier 340 à Primes d'assurance p £ 11000 a 3 3/4 p C.t 412.10 à Caisse pour fraix 404.10". Les frais sont débités à "Marchandises envoyées à Quebec", et crédités à Caisse, sans transiter par le compte "Vin achetés".

tiers (pourquoi faire venir quatre tables de Hollande pour son usage personnel?), ou partie d'une transaction formalisée...¹² A noter également un nombre significatif de régularisations de compte, qui confirment que ce qui compte aux yeux de Gradis, c'est le montant du crédit accordé ou reçu, et non le profit réalisé en fin de compte, qui n'est mesuré que très approximativement.

Un exemple suffira: le spectaculaire "Gains & Pertes Dt a Vins de Compte a 1/2 avec Baillet £ 1298.2.6 pour 7 th(x) 3 Bq. qu'il nous a cy devant Livré p notre 1/2 debitions a Gains & Pertes attendu que Le Compte des Vins achetés a été Solde Sans y avoir débité cet article";¹³ Gradis a commencé par vendre pour 1298 livres de vin dont il n'avait pas enregistré l'arrivée, puis, clôturant le compte de vins achetés, s'aperçoit de son erreur, et préfère directement débiter "Gains et pertes" plutôt que de corriger le solde du compte, de 1248 livres à sa fermeture. Cette affaire confirme, d'abord que les marchandises vendues ou achetées n'ont aucune traçabilité (dans le cas contraire Gradis aurait tout de suite vu qu'il vendait des tonneaux sortis de nulle part...), ensuite que les comptes de marchandises au moins ne servent sans doute pas de base à des calculs de profit (puisque Gradis n'a pas l'air de trouver gênant que son compte de vins achetés soit bénéficiaire de 1298 livres lors de sa fermeture, alors qu'il est déficitaire de 50 livres une fois l'erreur corrigée). Il faut dire que l'essentiel du vin acheté a été transféré, selon toute probabilité à prix coûtant,¹⁴ à différentes cargaisons de navires, et qu'un éventuel profit ne se manifestera donc qu'une fois les cargaisons en question écoulées à Québec et ailleurs —à ceci près qu'évidemment ce bénéfice sur la vente de vin restera au crédit du compte de cargaison, et ne sera pas reversé à un compte de vins achetés de toute façon clos dans l'intervalle... Confirmation supplémentaire, donc, que la comptabilité Gradis n'est pas structurée pour mesurer le gain ou la perte sur un article particulier.

*

* *

Gradis est un des grands négociants français, et il est peu probable que sa pratique

¹² 181AQ7*, 18/08/1755

¹³ 181AQ6*, 09/12/1754

¹⁴ Cf. Chambers et Wolnitzer, « A True and fair View... », *Accounting, Business and Financial History*, 1991.

comptable soit aberrante. Ladite pratique n'est pas non plus spécifique à un lieu, à une langue, à une religion ou à une affiliation étatique, comme le démontrent les archives de Levi Hollingsworth, négociant important de Philadelphie, Quaker, notable colonial, officier de l'armée américaine sous Washington, qui a laissé un fonds d'archives aussi complet que celui des Gradis, mais de l'autre côté de l'océan Atlantique. Les différences de contexte économique sont nombreuses: exportateur de matières premières dans une colonie, puis un Etat indépendant à la périphérie du monde européen, en manque chronique de numéraire, nettement inscrit dans le cadre de l'Empire britannique même après l'Indépendance des Etats-Unis, l'activité marchande de Hollingsworth s'inscrit à l'autre extrémité de la chaîne du commerce international par rapport à celle de Gradis. Il est d'autant plus frappant de constater que ses livres de compte sont identiques à ceux de Gradis, non seulement dans les principes adoptés, mais même dans les formes les plus spécifiques des enregistrements comptables. Dès le XVIIIe siècle, la partie double est bien un langage international, et la comparaison des deux brouillards est frappante à cet égard. Si Abraham Gradis, juif en pays catholique, prend soin d'écrire "Laus Deo" en haut de chacune de ses pages, pour le reste lui et Levi Hollingsworth emploient le même vocabulaire dans le même ordre, au point que chacun aurait pu sans aucune difficulté lire le travail de l'autre.

L'identité ne s'arrête pas là: comme le démontre le Tableau 2, la comptabilité Hollingsworth et la comptabilité Gradis partagent les mêmes catégories, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on veut bien admettre que ces catégories sont consubstantielles à l'activité marchande de l'époque. Même écrasante domination des comptes personnels, même structuration des comptes "généraux" ou "réels et fictifs" selon les catégories de crédit utilisées, même absence de comptes de dépenses ou de recettes, même utilisation d'un compte "Profit et perte" destiné à recueillir aussi bien les soldes que les recettes et les dépenses. Avec un nombre inconnu de comptes de commission dans un "livre des farines" perdu pour 1788, et un nombre également inconnu de comptes en provenance d'un livre de ventes séparé ("LL") inclus en une ligne dans le bilan pour une valeur de plus de 7000£, les comptes personnels atteignent aisément le millier: Hollingsworth, comme Gradis, est donc une vraie petite banque régionale à lui tout seul. La titlature des comptes est aussi remarquable, dans la mesure où elle est entièrement opaque à une analyse fondée sur les pratiques comptables développées après le XIXe siècle. Les "Frais de halage", "Frais de pesage" et autres "Frais d'inspection" ou "de tonnellerie", ne sont en effet nullement des comptes destinés à enregistrer des dépenses de Hollingsworth, mais exclusivement des catégorisations de frais dûs par les mandataires pour lesquels Hollingsworth est agent, et pour lesquels il a fait ces avances.

Tableau 2: Répartition des comptes ouverts dans la comptabilité Hollingsworth au 1er mars 1785

RELATION DE CREDIT INDIVIDUELLE	AVENTURES	AUTRES ACTIFS
<p>1.A.a) Comptes personnels</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) 686 comptes personnels <i>X comptes "du Livre LL"</i></p> <p>1.A.b) Actifs en partenariat ou en commission</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) <i>X comptes "du Livre des farines"</i> [en commission] 7 comptes de propriétés ("Land in C° with ...") Mill in C° with L. H. & Sons & M. Fisher Shallops' Disbursements [partenariat Maxwell / Adams] Freight [fret perçu pour Maxwell / Adams] Sloop Pearle my 1/2 Shallops Washington & Christiana my 1/3 Sloop Bird my 1/3 Cooperage [frais dûs par mandants]</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Hauling [impayé] Cooperage [impayé] Outstanding Freight [fret perçu via Maxwell/Adams] Wharfage [frais dûs par mandants] Inspecting [frais dûs par mandants] Weighing [frais dûs par mandants] Storage [frais dûs par mandants] Commission Account [frais de commission] Shallops in C° with Maxwell & Adams</p> <p>1.B) Catégories générales de relations de crédit</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Suspense account [Ventes diverses] Bills Payable</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Interest Account</p>	<p>2.a) Aventures en partenariat</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Adventure in C° with Wallis & Hepburn</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Adventure in C° with Jn(o) Jones</p> <p>2.b) Non précisé</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Adventure of Goods consigned to Harmistead Adventure of Spirits of Turpentine Adventure pr Ship Dove Adventure to Boston Adventure to Canton Adventure to Edentown Adventure to New York pr Cap(n) Albertson Adventure to Nova Scotia Adventure to Patuxent Adventure to Richmond Adventure to Santi Espiriu Adventure to Savannah Flour taken up in the Jerseys Goods bought of Huron</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Adventure consigned to James & Neill Adventure consigned to Jn(o) Kretter Adventure consigned to Rick & Albertson Adventure consigned to Weston Clark Adventure of Lemons Adventure to A. Gurling Adventure to Jamaica Adventure to London of 20 bbls of Turpentine Adventure to N. York consigned to G. Douglass Adventure to Richmond (Cheese) Adventure to St Croix</p>	<p>3.a) Actifs financiers</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Soldiers' Certificate State Money Bank Stock Bank of North America Bank Cash</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes)</p> <p>3.b) Marchandises en stock</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Bar Iron Chevaux de Frize Coffee Flaxseed Flour Merchandize Pork + Beef Rum Sales of Slaves [? Peut-être en commission] Salt Sugar Wheat [+ "Flour account" du Livre des farines?]</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Bar Iron Coffee Dry goods Flour Merchandize Molasses Pork & Beef Rum Schooner Molly [peut-être partenariat] Sugar Tobacco Wine</p> <p>3.c) Propriétés foncières House + lot Store in 2nd St Estate in Water St Coal Mine in Berks County 18 comptes de propriétés ("Land in ... County")</p>
<p>PROFITS ET PERTES</p> <p>• Comptes actifs (clos dans le bilan) Insurance</p> <p>• Comptes soldés (clos par profits et pertes) Charges of Merchandize Horse House expences Levi Hollingsworth "Balance of Profit & Loss running account"</p>		

Source: Fonds Hollingsworth, Historical Society of Pennsylvania, Journal J 1784-1785

La même remarque vaut pour les comptes "Débours de chaloupes", "Fret", et "Fret à recevoir", qui là encore ne renvoient pas à un type de dépenses, mais aux recettes et aux dépenses d'un partenariat particulier, celui que Hollingsworth a constitué avec deux partenaires pour gérer un flotille de cabotage le long de la côte Est des Etats-Unis. Le système utilisé par Hollingsworth consiste à enregistrer, d'une part, les dépenses qu'il a assurées pour ces navires, d'autre part, les recettes perçues par lui-même ("Fret"), et à inscrire les deux au débit et au crédit du compte du partenariat, à l'exception de reliquats à payer ou à percevoir, reportés sur l'année suivante. Il traite au préalable, et dans un compte séparé soldé directement en Profits et pertes, la part qu'il reçoit des recettes perçues par ses associés ("Fret à recevoir"), ce qui suppose au passage des communications régulières entre les trois hommes. Quant aux dépenses faites pour son propre compte, Hollingsworth se contente de les rejeter dans un compte fourre-tout, "Charges of Merchandize", exactement comme Gradis trente ans auparavant.

Il y a bien sûr des évolutions. La diversification des moyens de paiement amène l'ajout aux classiques "Caisse" et "lettres et billets à recevoir" de nouveaux comptes, mesurant l'encaisse du propriétaire en monnaie d'Etat ou en certificats de paiement délivrés aux vétérans (tout cela ne valant pas grand-chose), mais aussi en dépôts bancaires. Tous ces nouveaux instruments correspondent encore bien à des types de crédits particuliers, mais la "Révolution financière" du XVIIIe siècle commence à faire émerger une nouvelle attitude par rapport aux moyens de paiement en général.¹⁵ Remarquons tout de même que dans son bilan final, Hollingsworth range "Monnaie d'Etat", actions bancaires et certificats de vétérans pêle-mêle avec les marchandises, entre sucre et tabac, alors qu'il clôt à part et en dernier sa caisse et son compte en banque, qui bénéficient l'un et l'autre d'un registre spécial. Ce traitement désinvolte de certains effets renvoie à un phénomène régional: ce qui est en jeu, c'est la faible valeur du papier de commerce dans une région en manque chronique d'encaisse métallique. La position périphérique de Hollingsworth dans l'économie-monde de l'époque explique aussi le faible développement des contrats de dettes particuliers: notre marchand philadelphe ne se sent pas tenu d'identifier prêts à la grosse aventure ou contrats notariés, sans pour autant que l'on puisse en conclure qu'il ne les pratiquait pas. Les différentes formes de crédit

¹⁵ Pour la "révolution financière", on se reportera aux nombreux articles de Richard Sylla sur la question. Cf. aussi les travaux de Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein.

formalisé sont moins bien différenciées que chez son prédécesseur de Bordeaux, qui était au sommet de la pyramide marchande mondiale, il est vrai, et les pratiquait certainement plus.

Le même phénomène régional est à l'origine d'une des principales différences avec la comptabilité Gradis, l'absence pure et simple du compte de "Lettres et billets à recevoir", et l'usage très épisodique du compte "Lettres et billets à payer". Hollingsworth ne dispose quasiment pas de numéraire, et fonctionne quasi totalement avec de la monnaie papier. Sa "Caisse" est donc pleine d'effets de plus ou moins bon aloi, même si quelques pièces y aboutissent de temps à autres, et il n'a aucune raison d'ouvrir un compte séparé pour ces effets. La situation internationale des paiements ne peut qu'accentuer ce caractère marginal du numéraire, puisque pour régler leurs importations, les marchands étatsuniens sont sans cesse à la recherche de moyens de paiements acceptables par leurs correspondants londoniens et européens en général. La monnaie-papier locale, dévaluée et inacceptable pour le Européens, ne peut évidemment pas jouer ce rôle.¹⁶ Le peu de numéraire qui arrive dans les colonies repart donc immédiatement régler les achats faits en Europe. Dans le cas même où un marchand se trouverait disposer de plus de numéraire qu'il ne lui en faudrait pour ce faire, il aurait quand même intérêt à transférer son pactole à Londres, pour l'échanger contre des effets de commerce britanniques. Une fois rapatriés Outre-Atlantique, ces effets bénéficieront d'une surprime nettement supérieure à ce que rapporterait leur valeur en encaisse métallique.

L'autre différence importante porte sur l'utilisation du compte "Gains et pertes", utilisé de manière tout-à-fait particulière par Hollingsworth. Pour l'essentiel, ce compte n'a pas évolué par rapport à Gradis; l'insertion d'un compte de "dépenses domestiques" ou d'un compte "Levi Hollingsworth" renvoie, non à une analyse de coûts, mais à une tradition ancienne, remontant au Moyen-Age au moins, de contrôle des dépenses personnelles, dans une optique d'austérité et de lutte contre l'excès. Ce qui est plus original, c'est la façon dont Hollingsworth emploie le compte profits et pertes comme un filtre permettant d'éliminer du bilan final les recettes et les dépenses, beaucoup plus systématiquement que Gradis. Notre marchand clôt ses comptes vers la fin de chaque année (les colons britanniques ont gardé l'habitude d'entamer l'année le 1er Mars), tantôt le 31 janvier, tantôt fin février. Il commence par solder en profits et pertes tous les comptes correspondant à des entreprises terminées et qu'il avait négligé de solder jusqu'alors (le compte Profits et Pertes est en effet actif toute

¹⁶ Sur les problèmes de rareté du numéraire, cf. les travaux de Farley Grub; également Christine Desan, à paraître. La situation dans les colonies américaines transparaît particulièrement bien dans William T. Baxter, *House of Hancock*.

l'année, et reçoit constamment des comptes de soldes clos). Il répartit aussi les soldes de certains comptes d'inventaire, de partenariat et de commission entre, d'une part, les nouveaux comptes de l'année suivante, qui reçoivent des stocks, et des recettes et charges différées pour des raisons diverses, et d'autre part le solde net des opérations réalisées, qu'il passe par profits et pertes. C'est ce qui explique que certains comptes apparaissent deux fois dans notre tableau: le compte du "Fer en barre" est ainsi réparti entre un profit net, enregistré en profit et perte, et une valeur d'inventaire, constitutive du compte dans le bilan final. Une fois ce nettoyage réalisé, Hollingsworth se lance dans son bilan; il calcule le montant de son passif et de ses actifs, compte de Profits et pertes compris, soustrait le premier aux seconds, et enregistre le résultat comme la "valeur nette" ("Nett worth") de son capital.

Faut-il voir dans cette façon de faire les premiers signes de l'introduction d'un "compte de résultats" et d'un "compte de bilan" tels que nous les connaissons aujourd'hui? En un sens oui, puisqu'il y a bien une différenciation entre des résultats nets et des actifs. Mais dans les deux ensembles de compte, ceux que le philadelphien solde en Profits et pertes et ceux qu'il intègre dans son bilan, le souci principal reste de bien répertorier les différentes relations de crédit en cause: aucune distinction n'est faite entre charges et produits d'une part, actifs de l'autre dans la structure même des comptes. Ceci explique pourquoi les comptes de charge (les dépenses) ou de produits (les recettes) sont quasi inexistantes: hors quelques frais généraux et ses dépenses personnelles, Hollingsworth répartit toutes ses recettes et dépenses entre les différents comptes en fonction de la nature de l'actif auxquelles ces recettes et dépenses sont associées du point de vue du seul crédit. Du coup, si des résultats partiels sont accessibles, aucune synthèse des recettes et des dépenses n'est possible. La meilleure preuve que l'analyse du "résultat" est le cadet des soucis de notre marchand est d'ailleurs fournie par la déconnection complète entre le compte de profits et pertes, qui s'étale sur quatre pages de Grand Livre et regroupe des clôtures s'échelonnant tout au long de l'année, et le bilan de fin d'année, qui produit uniquement un inventaire des comptes à clore sans revenir sur les recettes et les dépenses enregistrées à d'autres moments.¹⁷

¹⁷ De 1786 à 1788, le compte gains et pertes ouvert dans le Grand Livre (Ledger L) s'étale sur les pages 130, 208, 281, et 336; son solde est reporté au moment des bilans annuels de 1787 et 1788 dans un solde plu général "gains et pertes" pour l'année, calculé, lui, dans le journal (Journal L, p. 298-299 et 514-515), et intégrant les comptes fermés au moment de ce bilan annuel. En 1788 enfin, les résultats de ces deux calculs annuels sont reportés dans un bilan général, fait à la fin du Grand Livre (Ledger L p. 366-367)

Le profit ainsi mesuré est donc bien toujours un profit particulier, sur une entreprise particulière, pièce de puzzle quasi entièrement isolée de toutes les autres pièces. Ainsi les 14 comptes de marchandise créés, auxquels il faut ajouter le compte "Marchandises générales" (et un compte "Ventes d'esclaves"; en théorie il s'agit d'une marchandise...), intègrent toutes les dépenses auxquelles Hollingsworth se livre pour ces marchandises, qu'il détient en propre, ce qui fait que chacun de ces comptes est à la fois compte d'actif, décrivant la marchandise en stock, et compte de résultat -et le résultat n'est pas toujours calculé, d'ailleurs, pour des raisons peu claires (absence d'inventaire au moment du bilan pour une marchandise donnée?). Notre marchand peut donc bien calculer avoir fait un profit de 357£ 15s 4p sur la farine entreposée et vendue dans son magasin; mais ce profit reste sans lien possible avec ceux générés par la farine qu'il a expédié "dans les Jerseys" ou dans le cadre de toute autre "aventure", ou par la farine qu'il vend en commission, pour laquelle il maintient même un livre de comptes séparé.¹⁸ Inversement, il n'est pas possible de comparer les coûts d'une marchandise à l'autre, ni même d'avoir une idée d'un certain type de coûts: le fret payé par Hollingsworth est réparti entre des dizaines de comptes différents, comptes d'aventure, comptes de marchandise, ou comptes de partenariat.

A vrai dire même les marchandises auxquelles correspond un compte d'inventaire, et qui bénéficient de ce fait la meilleure visibilité comptable possible, restent quand même moins soigneusement suivies que les flux de crédit, comme le montre le "Compte de ventes en suspens" ("Suspense Sales"). Ce compte inclut les transactions en cours au moment du bilan, le 31 janvier donc, mais s'avère être une liste d'achats ou de ventes restées sans conclusion, faute de propriétaire clair. Plus de 106£ sont ainsi créditées depuis l'inventaire précédent, du 31 janvier 1787, pour un baril de café à la propriété douteuse.¹⁹ Il existe aussi un compte identique, baptisé "Suspense Sales of Flour", dans le registre de vente des farines, correspondant à "telles quantités de Farine transférées au [nouveau grand livre], pour être enregistrées ["accounted for"] lorsqu'elle seront réclamées ["when claimed"], vendues comme suit".²⁰ D'après le détail des transactions (pour 1786; le livre des farines pour 1788 est perdu), il s'agit tout de même de 17 barils de farine, pour une valeur totale de 36£, dont Hollingsworth est incapable de retrouver l'origine...

¹⁸ Pour le profit sur la farine, cf. vol. 86 Journal L 1786-1788 p. 526

¹⁹ Vol. 86 Journal L 1786-1788 p. 295

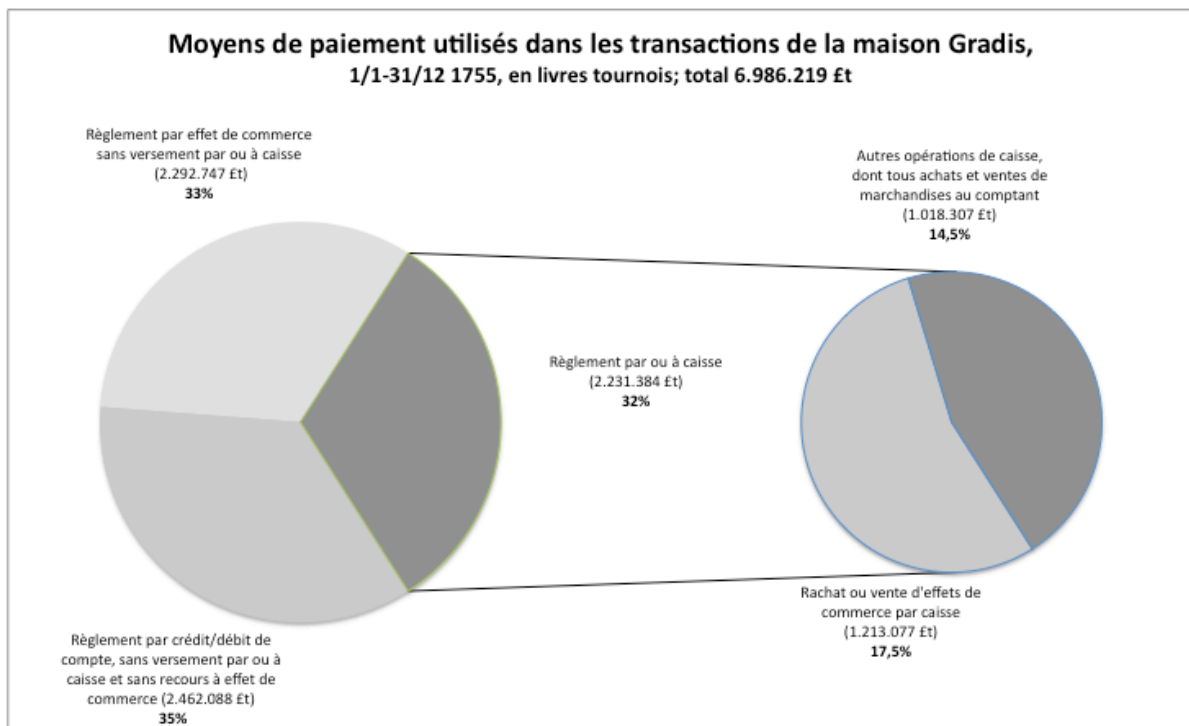
²⁰ Vol. 113 Flour Journal 1784-86 p. 317

*

* *

La comptabilité du XVIII^e siècle raisonne donc en termes de rapports de crédits discontinus entre eux et non d'ensembles d'activités interconnectées. Dans cet univers éclaté, les coûts et les recettes sont enregistrés soit parce qu'ils modifient l'état de ces crédits (le fret sur telles marchandises m'est dû par le Roi, il faut lui compter), soit parce qu'ils peuvent être assimilés à des éléments constitutifs d'une valeur pour une marchandise spécifique (telles eaux-de-vie m'ont coûté tant de livres tournois, plus tant payé pour le fret que j'inclus dans leur prix). Des coûts de fonctionnement qui ne peuvent rentrer dans ces cadres conceptuels, comme la location d'entrepôts, aussi bien que les soldes de compte lorsque des comptes sont soldés, et même parfois les revenus au jour le jour de ces comptes, sont versés dans une sorte de pot commun, un compte de profits et pertes. Ceci leur permet de rentrer dans le bilan global, mais ne constitue évidemment pas une approche analytique permettant d'aboutir à un tableau des coûts et des recettes utilisable comme source d'information et d'aide au contrôle et à la prise de décision.

Pour comprendre ce qui sous-tend cette attitude face au profit, il suffit de considérer le diagramme ci-après, tiré de la comptabilité Gradis (Figure 1):



Source: 181 AQ 6 et 7.

Plus du tiers de la valeur des transactions passées par la maison Gradis, sur un an, est généré sans aucun recours à du numéraire ni même à des effets de commerce formalisés; il s'agit uniquement de transferts de compte courants à comptes courants. Le volume des opérations sur lequel aucun intérêt n'est calculé est même supérieur au volume des opérations à crédit comportant un calcul d'intérêt.

L'observation est confirmée par l'étude des flux:

Tableau 3:

Mouvements de fonds dans la comptabilité de la Maison Gradis pour l'année 1755

en £; signe en partie inversé dans la colonne "Solde"*

Dr	Solde (signe inversé)			Versé à (Dr)			Versé par (Cr)		
	£	s	d	£	s	d	£	s	d
Caisse	-31939	-12	-7	-1099739	-12	-2	1131679	4	9
Lettres et billets à recevoir	141047	8	1	-1276847	-9	-5	1135800	1	4
Comptes personnels (individus et partenariats simples, comptes individuels de commission)	-133299	-4	-1	-1228987	-4	-2	1362286	8	3
Comptes semi-personnels (armements et cargaisons en partenariat, comptes de sociétés, comptes généraux de commission)	-404698	-5	-10	-94494	-12	0	499192	17	10
Comptes réels (comptes de marchandises, bien foncier)	406668	7	8	-479840	-6	-1	73171	18	5
Autres comptes (Fret à payer, primes d'assurance, armements et cargaisons sans précision de propriétaire)	50968	2	4	-76143	-1	-1	25174	18	9
Solde Dr	28746	15	7						
Cr	Solde (signe normal)			Versé à (Dr)			Versé par (Cr)		
Lettres et billets à payer	-4323	-4	-2	-500609	-5	-8	496286	1	6
Gains et pertes	33069	19	9	-91803	-7	-6	124873	7	3
Solde Cr	28746	15	7						

Source: 181AQ6*/7*.

* **N. B.:** pour une plus grande lisibilité par des lecteurs peu familiers avec la comptabilité, j'ai **inversé** le signe des comptes au débit, pour que l'accroissement ou la réduction de la valeur qu'ils contiennent soit plus immédiatement perceptible. A noter qu'un solde positif du compte "Gains et pertes" équivaut à un accroissement de capital du même montant, l'argent correspondant ayant été utilisé soit pour accroître la valeur des comptes en débit, soit pour réduire celle du passif, les deux étant le cas ici.

Sur un an, les transactions des Gradis sont là encore nettement dominées par les opérations à crédit, avec un rôle très important du crédit informel. Ceci implique que la gestion correcte des flux de paiements en provenance des débiteurs et en direction des créditeurs doit constituer l'objectif premier d'un bon gestionnaire à l'époque. Ces flux comptent beaucoup plus que d'éventuels retours sur des opérations particulières, retours qui ne sont de toute façon le plus souvent perçus que comme une composante d'un flux de crédit plus vaste. Au total, le

gain net pour l'année 1755 pour la maison Gradis s'établit à 33.069 livres 19 sols 9 deniers,²¹ alors que le montant global des mouvements enregistrés dans les différents comptes est plusieurs centaines de fois supérieurs. De fait, le seul solde que nous ayons pour cette année-là, celui du compte des effets de commerce formalisés, les "lettres et billets à payer" et "à recevoir", est lui aussi dix fois plus important.

Les effets de commerce détenus et émis par la Maison Gradis pour l'année 1755
(montants en valeur absolue)

Lettres et billets à recevoir				Lettres et billets à payer			
	£	s	d		£	s	d
01/01/55	835.414	15	11	01/01/55	431.873	3	11
01/06/55	671.117	6	11	01/06/55	430.072	0	9
31/10/55*	500.864	5	2	05/11/55*	432.088	7	0
31/12/55	965.360	18	0	31/12/55	427.549	19	9

Source: 181AQ6/7. Toujours pour des raisons de lisibilité, j'ai inversé le signe du solde du compte "Lettres et billets à recevoir", négatif dans la comptabilité puisqu'il s'agit d'un compte de débit.

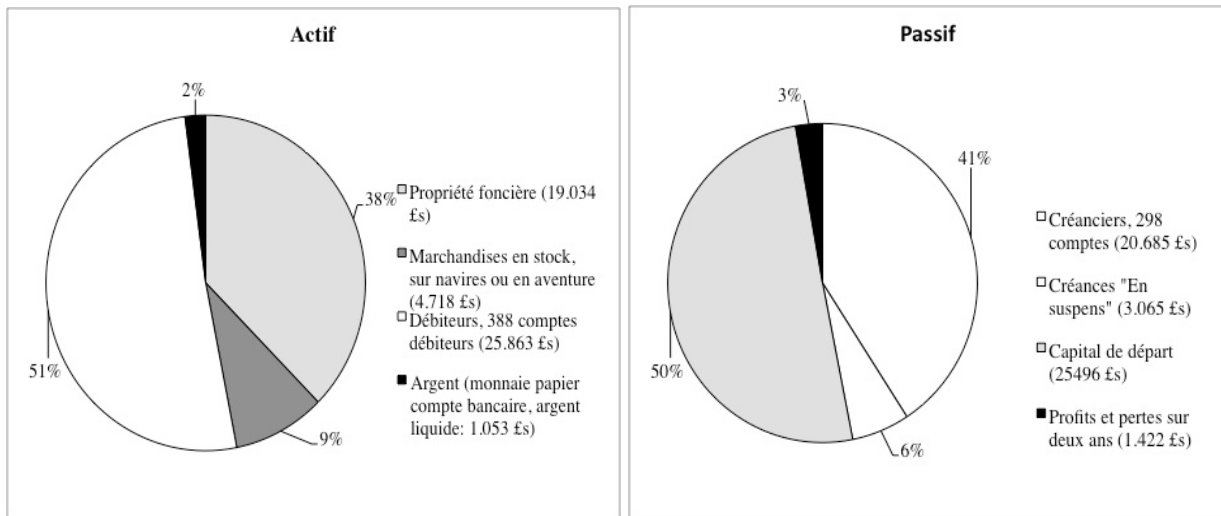
*D'après le journal de Gradis, le solde des lettres à billets à recevoir s'établit à 489.762 livres 19 sols 2 deniers ; il manque à son inventaire quelque 11.100 livres d'effets probablement sortis sans être enregistrés au journal. De même, le solde fourni le 5 novembre pour les billets à payer, 425.293 £ 8 s 0 d, s'établit en réalité à près de 7.000 £ de plus. Seul l'ordre de grandeur est donc certain.

Ce résultat n'est pas propre à Gradis. Mise à part l'absence relative de distinction entre crédit informel et crédit formalisé, c'est-à-dire entre compte débiteur et détention de billets à ordre, sans doute une particularité du Philadelphien, puisque la plupart des opérateurs commerciaux de l'époque faisaient mieux cette distinction,²² le bilan de la firme Hollingsworth, dont nous disposons pour 1788, donne un résultat sensiblement identique, avec des actifs et un passif entièrement dominés par le crédit personnel, domination renforcée par l'absence quasi-totale de numéraire:

²¹ A noter que seuls 19 comptes personnels ont été soldés cette année-là; le gain réel pourrait être bien plus élevé... Le capital de la firme Gradis et fils, à la mort de son fondateur David Gradis en 1751, était évalué à 450.000 livres environ (Menkis p. 111, 124).

²² Les difficultés constantes rencontrées par les créiteurs cherchant à réaliser leurs effets de commerce ont pu jouer dans la pratique de Hollingsworth: cf. Bruce Mann, *Republic of Debtors*, qui fait le point là-dessus. Il est possible aussi que ces dettes aient été effectivement répertoriées sur un registre à part, puisque les comptes personnels débiteurs dont la liste est fournie pèsent 18.500 £s environ dans le bilan, et sont complétés en une ligne fort allusive, "Balances To acco(ts) in Ledger LL... 7396£".

Bilan de Levi Hollingsworth, 1788



Source: Historical Society of Pennsylvania, Hollingsworth Fund, Vol. 86, Journal L Feby. 1786 - Jany. 1788

Actif

Propriété foncière.....	19034 £
Navires	875 £
Marchandises	1630 £
Aventures	2213 £
Débiteurs (388)	25863 £
Monnaie papier	128 £
Compte bancaire	112 £
Argent liquide	701 £
Total actif.....	50556 £

(Source: cf. tableau)

Passif

Créanciers (298)	20685 £
"En suspens"	3065 £
Capital de départ	25496 £
Solde du compte gains et pertes	1422 £
Total passif	50556 £

A noter que comme pour Gradis, les opérations en gains et pertes sont de valeur très inférieure à celles des opérations de crédit:

Compte gains et pertes, Levi Hollingsworth, 1786-1788

Gains et pertes, crédit.....	2739 £
Gains et pertes, débit.....	-1317 £
Solde créditeur	1422 £

(Source: cf. tableau)

Au vu de ces situations comptables, il devient plus simple de comprendre le peu de souci que les négociants de l'époque ont de calculer leurs coûts ou leurs profits nets. Ce sont bien des gestions de flux qui nécessitent tout leurs soins, et à cet égard les structures de compte proposées par les manuels rejoignent parfaitement la pratique telle qu'elle se dégage de la comptabilité de deux grands négociants internationaux. Les deux sources confirment sous des angles différents que c'est bien à travers la notion de crédit prise au sens large que l'on peut percevoir le mieux les stratégies et les horizons des marchands de l'époque Moderne,

et surtout, elles nous permettent de commencer à approcher ce qui fait l'unicité de l'activité marchande de cette époque, ce qui la différencie de la nôtre, à savoir un équilibre très particulier, et très différent de celui qui prévaut aujourd'hui, entre les outils comptables quantitatifs et les outils qualitatifs, entre des approches analytiques chiffrées, réservées aux flux de crédit et à leurs soldes globaux périodiques, et des approches intuitives et discursives, auxquelles sont réservés le travail sur les coûts, les charges et les choix stratégiques, tous éléments qui relèveraient aujourd'hui beaucoup plus de la gestion comptable. L'univers économique des acteurs de l'époque n'est pas le nôtre, il fonctionne suivant d'autres règles, ce qui n'est pas surprenant en définitive.

Reprenons en effet la définition de la comptabilité en partie double proposée très récemment par Hans Derks, définition qui se veut explicitement transhistorique:

"Je définis [la comptabilité en partie double] comme une façon d'organiser, de présenter et d'enregistrer des données comptables d'entreprises (publiques et privées) qui informent plusieurs utilisateurs, en particulier le ou les propriétaires, de façon à améliorer la prise de décision, à préciser le gain/la perte, à garder trace des droits et des obligations de l'entité concernée, et à permettre un contrôle ou une surveillance plus étroits des transactions internes et externes de l'entreprise ou de toute autre institution concernée."²³

Première remarque: tout enregistrement de données, quelles qu'elles soient, "informent" à certains égards, "améliorent la prise de décision" jusqu'à un certain point, et "permettent un contrôle plus étroit" en comparaison avec l'absence de données, au moins en ce qui concerne l'activité qui donne lieu à enregistrement; ces éléments de la définition n'apportent donc rien de très concret.²⁴ Préciser le gain et la perte, et garder trace des droits et obligations, sont deux objectifs plus spécifiques, mais qui décrivent mal le travail de la partie double au XVIIIe siècle. Les soldes et bilans ne sont faits que de loin en loin, sans véritable travail d'analyse des coûts et des profits, ce qui fait que le calcul du gain et de la perte est réduit à sa plus simple expression: un total global au mieux annuel annonçant que le capital a été augmenté ou diminué de telle valeur, sans possibilité de retracer précisément la genèse de ce total. Nous sommes donc plutôt en deçà de ce que l'on attend pour un calcul de profits et pertes. En

²³ Hans Derks, "Religion, Capitalism and the Rise of Double-Entry Bookkeeping", *Accounting, Business and Financial History*, vol. 18 n° 2, Juillet 2008, 187-213 (p. 188).

²⁴ Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la notion d'entreprise; sur l'absence de distinction public/privé au XVIIIe siècle; et sur la comptabilité comme "façon de présenter des données comptables", définition tout de même un peu circulaire...

revanche, le deuxième objectif tend plutôt à sous-estimer le travail accompli: invoquer la conservation de la trace des droits et obligations de l'entité comptable constitue une vision à la fois partielle et réductrice, puisqu'un simple journal suffirait à un tel enregistrement, alors que la comptabilité en partie double offre en plus une vision précise et certaine des flux complexes de crédit constituant l'activité marchande.

Prenons donc la définition dans l'autre sens, en tâchant de lui donner un contenu précisé historiquement, c'est-à-dire en le présentant de manière à souligner les différences avec les pratiques comptables actuelles. Qu'est-ce qui, au XVIIIe siècle, constitue une information utile? Ce sont les prêts et les emprunts effectués, et leurs évolutions dans le temps, par opposition aux recettes et aux dépenses enregistrées, le plus souvent rejetées en "gains et pertes", et à peu près jamais analytiquement réparties dans des comptes spécifiques. Qu'est-ce qui aide à la décision? Logiquement compte tenu de ce que nous venons de dire, ces mêmes évolutions des soldes créditeur/débiteur de chaque compte en particulier, conduisant à un solde général, par opposition au gain ou à la perte nette calculée sur un type d'activité, là encore très rarement analysés en tant que telle (une activité particulière peut être analysée en tant qu'évènement, une "aventure" maritime singulière par exemple, mais il n'y aura pas d'analyse d'un type d'activité comme l'ensemble des "aventures" maritimes). Qu'est-ce qui doit être contrôlé? La réponse, là encore, découle de celle donnée à la question précédente: chaque compte individuel est contrôlé individuellement, et l'ensemble constitue un réseau d'événements déconnectés conceptuellement, au sens où un résultat sur un compte n'est (sauf exception) pas relié à un résultat sur un autre compte.

L'univers économique ainsi construit est un univers où la construction d'un réseau dense de partenaires solidaires est l'élément clé de la réussite et de la réduction du risque. Il s'agit bien sûr toujours de faire du profit, mais le profit découle de l'existence d'un tel réseau, et reste en quelque sorte second par rapport à lui. La solidité du réseau, et donc le maintien d'une situation dans laquelle au moins la frange des partenaires les plus importants continue à fournir du crédit, est un impératif essentiel. Il est donc beaucoup plus "profitable" de perdre de l'argent à court terme sur une transaction qui assure l'accès à long terme à un gros fournisseur de crédit, que de traiter ce dernier de façon à maximiser son propre profit immédiat. Le "crédit" comme notion culturelle, abondamment étudié depuis deux décennies par les historiens sociaux,²⁵ devrait donc reprendre un sens proprement économique, qui n'est

²⁵ Cf. les travaux de Craig Muldrew et Margot Finn en Grande-Bretagne, ainsi que ceux de Laurence Fontaine en France, cités *supra*, outre des ancêtres étatsuniens un peu oubliés

cependant pas celui de la comptabilité standard développée depuis la fin du XIXe siècle. Le profit de l'époque moderne est d'abord une augmentation du crédit, qui peut certes se manifester par une croissance des actifs comptables, marchandises en stock, numéraire en caisse, solde comptable des crédits et dettes, mais ne s'y résume pas, et peut même s'en distinguer dans de nombreuses circonstances. Ainsi les mouvements sur le compte personnel ouvert par Gradis à l'intendant du Canada François Bigot pendant l'année 1755 furent globalement déficitaires, de l'ordre de 250.000 £t; il est fort probable que cette somme ne correspondait à aucun crédit préalable, et que Gradis aurait été bien en peine de se faire rembourser ce qui constituait plutôt une sorte de rémunération dissimulée pour la faveur accordée à la maison bordelaise par l'un des plus puissants officiels de la France coloniale. Cet "actif" rapportait donc, et sans doute des sommes considérables, mais en lui-même sa valeur comptable devait frôler le zéro absolu...

Remarquons enfin qu'il faudrait pour évaluer le profit des sociétés de Gradis en direction du Québec en déduire ce solde, qui ressemble fort à un coût caché. Plus généralement, un effet pouvait être protesté, une marchandise déposée en commission à Cork ou aux Iles pouvait se révéler gâtée, ou vendue à perte; la comptabilité marchande était en partie une vue de l'esprit, un mirage qui ne se maintenait que s'il échappait au choc du réel. De vraies marchandises, de vrais effets, du vrai argent circulaient; mais l'art de maintenir l'équilibre entre ce qui devait être réalisé, et ce qu'il valait mieux déferer à un examen ultérieur, constituait le vrai cœur de métier des négociants de l'époque -et explique aussi en grande partie pourquoi les bilans et soldes n'étaient pas particulièrement utiles à ses yeux. Même leurs dépenses quotidiennes appartenaient sans doute à ce monde de flux et de reflux, puisque les dépenses courantes étaient souvent prises en charge au fil de l'eau en quelque sorte, en particulier via la caisse. Chaque marchand était ainsi porté, et nourri, par un cercle plus ou moins vaste d'autres marchands, avec lesquels il devait se débrouiller pour extraire un profit permettant de nourrir ce réseau. A l'époque moderne, l'échange marchand était une aventure organisée en groupe, à travers des structures de crédit qui généraient des narrations complexes et cycliques, évaluables qualitativement plutôt que quantitativement. Loin de l'utopie smithienne de transactions discrètes maximisant un profit gouverné par l'offre et la demande, cet-échange-là, situé dans l'espace et dans le temps, edéfinit une économie politique sinon oubliée, du moins trop souvent mal comprise aujourd'hui.

comme James Henretta ou Michael Merrill, cf. P. Gervais, "L'impensé du marché", *Revue de synthèse* 2006, pour une mise au point historiographique sur cette école.